

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2016/203871]

14 JUILLET 2016. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant certaines dispositions des Titres XI et XIV du Livre V de la Deuxième partie du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, relatives aux services résidentiels et d'accueil de jour pour personnes handicapées

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, l'article 283, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 février 2014, par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 et par le décret du 3 décembre 2015;

Vu le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 11 février 2016;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 10 mars 2016;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'AWIPH, donné le 26 novembre 2015;

Vu l'avis 59.487/4 du Conseil d'Etat, donné le 22 juin 2016, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant le protocole d'accord du 12 février 2009 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Commission communautaire française relatif aux engagements à l'égard des acteurs associatifs;

Considérant l'avis de la Commission wallonne des personnes handicapées, donné le 14 avril 2016;

Sur la proposition du Ministre de l'Action sociale;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. L'article 1250 du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé remplacé par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 décembre 2015, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 1250. Pour 2016, le coefficient d'adaptation visé à l'article 1255, § 1^{er}, 2^o est fixé à cent pour cent. ».

Art.3. Dans le même Code, à l'article 1252, § 1^{er}, le mot « scolaires » figurant au point 4^o et le point 5^o sont supprimés.

Art.4. Dans le même Code, l'article 1252, § 2, est abrogé.

Art.5. Dans le même Code, l'article 1394/6 est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 1394/6. Par dérogation à l'article 1251, la subvention annuelle 2016 des services résidentiels pour jeunes est utilisée pour des charges de personnel à raison d'un pourcentage minimum de quatre-vingt pour cent et pour des frais personnalisables à hauteur minimum de quatre pour cent.

Les limites d'admissibilité des charges sont précisées aux annexes 99 et 102. ».

Art. 6. Dans le même Code, il est inséré un article 1394/7 rédigé comme suit :

« Art. 1394/7. Par dérogation à l'article 1253, la subvention forfaitaire annuelle 2016 des services résidentiels pour jeunes est fixée au montant des subventions perçues en 2014. Par subventions perçues en 2014, l'on entend la subvention forfaitaire annuelle augmentée des subventions visées aux articles 1262 et 1263, et du supplément pour ancienneté pécuniaire déduit du coût réel de l'ancienneté.

La subvention forfaitaire annuelle est multipliée par un virgule zéro zéro vingt-huit afin de compenser, pour les services visés à l'alinéa 1^{er}, la perte due à la suppression de la subvention visée à l'article 1264.

Pour les mêmes services, gérés par un pouvoir organisateur privé, cette subvention forfaitaire annuelle est multipliée par un virgule zéro cent douze afin de financer la mesure visée à l'article 1270, a). ».

Art. 7. Dans le même Code, il est inséré un article 1394/8 rédigé comme suit :

« Art. 1394/8. Par dérogation à l'article 1257, le supplément pour ancienneté pécuniaire pour l'année 2016 des services résidentiels pour jeunes résulte de la multiplication de la subvention forfaitaire annuelle 2016 visée par l'article 1394/7 par le pourcentage d'évolution pour l'ancienneté visé à l'annexe 114/5. ».

Art. 8. Dans le même Code, il est inséré un article 1394/9 rédigé comme suit :

« Art. 1394/9. Par dérogation à l'article 1261, alinéa 2, la subvention relative à la prise en charge nominative de personnes handicapées déclarées prioritaires sur base des articles 1296 et 1297 est fixée en 2016 pour les services résidentiels pour jeunes à 45.000 euros par prise en charge. ».

Art. 9. Dans le même Code, il est inséré un article 1394/10 rédigé comme suit :

« Art. 1394/10. En 2016, les articles 1262, 1263 et 1264 ne s'appliquent pas aux services résidentiels pour jeunes. »

Art. 10. Dans le même code, il est inséré un article 1394/11 rédigé comme suit :

« Art. 1394/11. Par dérogation à l'article 1270, alinéa 2, les modalités de calcul de la subvention visée à l'article 1270, alinéa 1^{er}, a), sont remplacées en 2016, pour les services résidentiels pour jeunes, par les modalités de calcul définies à l'article 1394/7, alinéa 3. ».

Art.11. Dans le même Code, il est inséré un article 1394/12 rédigé comme suit :

« Art. 1394/12. § 1^{er}. En 2016, l'article 1271 ne s'applique pas aux services résidentiels.

§ 2. Pour l'année 2016, le montant « 315.873,02 euros » visé à l'article 1271, § 5 est remplacé par le montant « 166.708,79 euros ». »

Art. 12. Dans le même Code, il est inséré un article 1394/13 rédigé comme suit :

« Art. 1394/13. Par dérogation à l'article 1277, § 1^{er}, en 2016, les services résidentiels pour jeunes sont autorisés à réclamer à la personne handicapée ou son représentant légal une part contributive qui ne peut pas dépasser 18 euros par jour de présence.

Le service peut déroger à la disposition visée à l'alinéa 1^{er} pour autant que le montant réclamé pour le mois concerné ne dépasse pas les deux tiers des allocations familiales du jeune. ».

Art. 13. Dans le même Code, il est inséré un article 1394/14 rédigé comme suit :

« Art. 1394/14. Par dérogation à l'article 1286, la part contributive réclamée en 2016 par le service résidentiel pour jeunes ne fait pas l'objet d'une récupération par l'AWIPH. ».

Art. 14. Dans le même Code, il est inséré un article 1394/15 rédigé comme suit :

« Art. 1394/15. Par dérogation au point 1), 1^o, de l'annexe 99, modifiée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014, pour l'année 2016, le coefficient réducteur de charges appliqué aux services résidentiels pour jeunes est fixé au coefficient réducteur de charges calculé pour ces services pour l'année 2015. ».

Art. 15. Dans le même Code, l'annexe 100 telle que modifiée est remplacée par l'annexe 1 jointe au présent arrêté.

Art. 16. Dans le même Code, l'annexe 114/5 telle que modifiée est remplacée par l'annexe 2 jointe au présent arrêté.

Art. 17. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2016.

Art. 18. Le Ministre qui a la politique des personnes handicapées dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 14 juillet 2016.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,

M. PREVOT

Annexe 1

Annexe 100 au Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé

Annexe 100 visée à l'article 1252 du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé

Article 1^{er} Liste des subsides par prise en charge

a) Services gérés par un pouvoir organisateur privé avec une OM <= soixante

Service Résidentiel pour Adultes

	+ 75	50 à 75	25 à 50	- 25
A	43.616,81 €	42.730,44 €	42.282,87 €	37.833,49 €
B	45.851,19 €	44.916,56 €	44.451,43 €	39.787,04 €
C	55.778,15 €	54.553,91 €	53.943,98 €	47.831,57 €
Article 1261	55.778,15 €	55.778,15 €	55.778,15 €	55.778,15 €

Service Résidentiel de Nuit pour Adultes

A	19.860,09 €
B	20.514,10 €
C et Article 1261	21.254,60 €
D	29.010,90 €

Service de Logements supervisés

Accomp.	14.359,53 €
---------	-------------

b) Services gérés par un pouvoir organisateur privé avec une OM > soixante

Service Résidentiel pour Adultes

	+ 75	50 à 75	25 à 50	- 25
A	41.929,59 €	41.043,22 €	40.595,65 €	36.146,27 €
B	44.163,97 €	43.229,34 €	42.764,21 €	38.099,82 €
C	54.090,93 €	52.866,69 €	52.256,76 €	46.144,35 €

Service Résidentiel de Nuit pour Adultes

A	18.172,87 €
B	18.826,88 €
C	19.567,38 €
D	27.323,68 €

Service de Logements supervisés

Accomp.	14.359,53 €
---------	-------------

c) Services gérés par un pouvoir organisateur public avec une OM <= soixante

Service Résidentiel pour Adultes

	+ 75	50 à 75	25 à 50	- 25
A	41.050,31 €	40.231,01 €	39.817,30 €	35.704,58 €
B	43.117,09 €	42.253,17 €	41.823,24 €	37.511,78 €
C	52.375,96 €	51.244,35 €	50.680,58 €	45.030,65 €

Service Résidentiel de Nuit pour Adultes

A	19.056,34 €
B	19.660,66 €
C	20.344,89 €
D	27.511,85 €

Service de Logements supervisés

Accomp.	13.476,96 €
---------	-------------

d) Services gérés par un pouvoir organisateur public avec une OM > soixante

Service Résidentiel pour Adultes

	+ 75	50 à 75	25 à 50	- 25
A	39.402,37 €	38.583,07 €	38.169,36 €	34.056,64 €
B	41.469,15 €	40.605,23 €	40.175,30 €	35.863,84 €
C	50.728,02 €	49.596,41 €	49.032,64 €	43.382,72 €

Service Résidentiel de Nuit pour Adultes

A	17.408,40 €
B	18.012,72 €
C	18.696,95 €
D	25.863,91 €

Service de Logements supervisés

Accomp.	13.476,96 €
---------	-------------

Art. 2 Les subventions par prise en charge qui figurent au paragraphe 1^{er} de la présente annexe ont été calculées par addition des montants suivants :

a) Pour les services autres que les services de logements supervisésMontant n° 1 (représentant une moyenne des charges de fonctionnement) :

3.178,79 euros en service résidentiel <= soixante prises en charge

3.162,10 euros en service résidentiel > soixante prises en charge

Montant n° 2 (représentant une moyenne des charges de personnel non éducatif) :**Pour les services gérés par un pouvoir organisateur privé**

8.449,35 euros en service résidentiel <= soixante prises en charge

6.778,82 euros en service résidentiel > soixante prises en charge

Ces montants sont obtenus par la multiplication des coefficients de subventionnement figurant à l'annexe 109 par les barèmes moyens suivants, compte tenu d'une ancienneté pécuniaire moyenne de dix ans :

27.342,86 euros pour le personnel administratif

33.960,97 euros pour les comptables

25.646,14 euros pour les ouvriers

35.780,69 euros pour les assistants sociaux

41.989,09 euros pour les directeurs dans les services dont l'O.M.R. est <= à soixante

51.090,82 euros pour les directeurs dans les services dont l'O.M.R. est > à soixante

La somme des résultats est augmentée d'un pourcentage forfaitaire de charges patronales légales et complémentaires fixé comme suit :

55,66 pourcent en service résidentiel

Pour les services gérés par un pouvoir organisateur public

8.271,08 euros en service résidentiel <= soixante prises en charge

6.639,83 euros en service résidentiel > soixante prises en charge

Ces montants sont obtenus par la multiplication des coefficients de subventionnement figurant à l'annexe 109 par les barèmes moyens suivants, compte tenu d'une ancienneté pécuniaire moyenne de dix ans :

26.877,84 euros pour le personnel administratif

33.090,46 euros pour les comptables

25.086,80 euros pour les ouvriers

35.393,74 euros pour les assistants sociaux

40.680,24 euros pour les directeurs dans les services dont l'O.M.R. est <= à soixante

49.830,63 euros pour les directeurs dans les services dont l'O.M.R. est > à soixante

La somme des résultats est augmentée d'un pourcentage forfaitaire de charges patronales légales et complémentaires fixé comme suit :

55,66 pourcent en service résidentiel

Montant n° 3 (représentant une moyenne des charges de personnel éducatif)**Pour les services gérés par un pouvoir organisateur privé**

Selon le type de prises en charge, les coefficients de subventionnement prévu au point a) de l'annexe 110 sont multipliés par les barèmes suivants, compte tenu d'une ancienneté pécuniaire moyenne de dix ans :

37.487,14 euros pour les psychologues, paramédicaux et personnel spécial

35.432,82 euros pour les éducateurs CI1, 2A et chef éduc.

26.688,28 euros pour les éducateurs CI 2B, CI 3, puéricultrices et assimilés

40.027,29 euros pour les éducateurs chef de groupe

Les montants sont adaptés à l'ancienneté pécuniaire moyenne réelle en cas d'octroi du supplément pour ancienneté tel que visé à l'article 1257 du présent arrêté

La somme des résultats est augmentée d'un pourcentage forfaitaire de charges patronales légales et complémentaires fixé comme suit :

59,36 pourcent en service résidentiel

Pour les services gérés par un pouvoir organisateur public

Selon le type de prises en charge, les coefficients de subventionnement prévu au point *a*) de l'annexe 110 sont multipliés par les barèmes suivants, compte tenu d'une ancienneté pécuniaire moyenne de dix ans :

37.099,60 euros pour les psychologues, paramédicaux et personnel spécial

34.482,23 euros pour les éducateurs CI1, 2A et chef éduc.

26.251,07 euros pour les éducateurs CI 2B, CI 3, puéricultrices et assimilés

39.073,13 euros pour les éducateurs chef de groupe

Les montants sont adaptés à l'ancienneté pécuniaire moyenne réelle en cas d'octroi du supplément pour ancienneté tel que visé à l'article 1257 du présent arrêté

La somme des résultats est augmentée d'un pourcentage forfaitaire de charges patronales légales et complémentaires fixé comme suit :

51,09 pourcent en service résidentiel

Pour l'ensemble des services

On applique ensuite le coefficient suivant compte tenu des disponibilités budgétaires :

100 pourcent en service résidentiel de nuit pour adultes

82 pourcent en service résidentiel pour adultes

D'autre part, la répartition implicite de l'encadrement entre les éducateurs de « catégorie I » et de la « catégorie II » prévue par les coefficients du point *a*) de l'annexe 110 est réajustée annuellement par l'Agence.

Cette répartition rend compte de la moyenne par catégorie d'institutions constatée durant l'année de référence soit :

78,80 pourcent	EDUC. I	/	21,20 pourcent	EDUC. II	en service résidentiel pour adultes
82,67 pourcent	EDUC I	/	17,33 pourcent	EDUC. II	en service résidentiel de nuit pour adultes

b) Pour les services de logements supervisés

Montant n° 1 (représentant une moyenne des charges de fonctionnement) :

414,90 euros

Montant n° 2 (représentant une moyenne des charges de personnel non éducatif et éducatif) :

Les coefficients de subventionnement prévus au point *b*) de l'annexe 110 sont multipliés par les barèmes suivants, compte tenu d'une ancienneté pécuniaire moyenne de dix ans :

35.780,69 euros pour les institutions privées

35.393,74 euros pour les institutions publiques

Les montants sont adaptés à l'ancienneté pécuniaire moyenne réelle en cas d'octroi du supplément pour ancienneté tel que visé à l'article 1257 du présent arrêté.

La somme des résultats obtenus est augmentée d'un pourcentage forfaitaire de charges patronales légales et complémentaires fixé comme suit :

55,89 pourcent pour les institutions privées

47,62 pourcent pour les institutions publiques

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 2016 modifiant certaines dispositions des Titres XI et XIV du Livre V de la Deuxième partie du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, relatives aux services résidentiels pour personnes handicapées

Namur, le 14 juillet 2016.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,

M. PREVOT

Annexe 2

Annexe 114/5 au Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé

Annexe 114/5 visée aux articles 1314/79 § 4, 1314/81 du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé

GRILLE D'EVOLUTION DE L'ANCIENNETE

a) Pour les Service d'Accueil de Jour pour Adultes

Ancienneté pécuniaire	% évolution
0	0
1	0
2	0
3	0
4	0
5	0
6	0
7	0
8	0
9	0
10	0
11	2,16 %
12	2,41 %
13	4,58 %
14	4,82 %
15	6,99 %
16	9,39 %
17	11,55 %
18	11,80 %
19	13,97 %
20	14,21 %
21	16,38 %
22	16,63 %
23	18,80 %
24	19,04 %
25	20,94 %
26	21,19 %
27	23,04 %
28	23,29 %
29	23,55 %
30	23,55 %
31	23,57 %

b) Pour les Services d'accueil spécialisé pour jeunes

Ancienneté pécuniaire	% évolution
0	0
1	0
2	0
3	0
4	0
5	0
6	0
7	0
8	0
9	0
10	0
11	2,19 %
12	2,43 %
13	4,62 %
14	4,87 %
15	7,05 %
16	9,48 %
17	11,66 %
18	11,91 %
19	14,10 %
20	14,35 %
21	16,53 %
22	16,78 %
23	18,97 %
24	19,22 %
25	21,01 %
26	21,26 %
27	23,02 %
28	23,26 %
29	23,53 %
30	23,53 %
31	23,54 %

c) Pour les services résidentiels pour jeunes :

Ancienneté pécuniaire	% évolution
0	0
1	0
2	0
3	0
4	0
5	0
6	0
7	0
8	0
9	0
10	0
11	2,23 %
12	2,45 %
13	4,68 %
14	4,91 %
15	7,13 %
16	9,39 %
17	11,62 %
18	11,85 %
19	14,07 %
20	14,30 %
21	16,53 %
22	16,76 %
23	18,99 %
24	19,21 %
25	21,25 %
26	21,48 %
27	23,50 %
28	23,73 %
29	23,97 %
30	23,97 %
31	23,98 %

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 2016 modifiant certaines dispositions des Titres XI et XIV du Livre V de la Deuxième partie du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, relatives aux services résidentiels pour personnes handicapées.

Namur, le 14 juillet 2016.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,

M. PREVOT

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2016/203871]

14 JULI 2016. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van sommige bepalingen van de Titels XI en XIV van Boek V, tweede deel van het Waals regelgevend wetboek van sociale actie en gezondheid, betreffende de residentiële en dagopvangdiensten voor gehandicapte personen

De Waalse Regering,

Gelet op het Waals wetboek van sociale actie en gezondheid, artikel 283, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 februari 2014, bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 en bij het decreet van 3 december 2015;

Gelet op het Waals regelgevend wetboek van sociale actie en gezondheid;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 11 februari 2016;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 10 maart 2016;

Gelet op het advies van het beheerscomité van het "AWIPH" (Waals agentschap voor de integratie van gehandicapte personen), gegeven op 26 november 2015;

Gelet op het advies 59.487/4, van de Raad van State, gegeven op 22 juni 2016, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het akkoordprotocol van 12 februari 2009 tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de verbintenissen jegens de actoren van het verenigingsleven;

Gelet op het advies van de "Commission wallonne des personnes handicapées" (Waalse commissie voor gehandicapte personen), gegeven op 14 april 2016;

Op de voordracht van de Minister van Sociale actie;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, ervan.

Art. 2. Artikel 1250 van het Waals reglementair wetboek van sociale Actie en gezondheid, vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 3 december 2015, wordt vervangen als volgt :

« Art. 1250. Voor 2016 wordt de in artikel 1255, § 1, 2°, bedoelde aanpassingscoëfficiënt vastgelegd op honderd percent. ».

Art. 3. In artikel 1252, § 1, van hetzelfde Wetboek worden het woord « school » onder punt 4° en punt 5° geschrapt.

Art. 4. In hetzelfde Wetboek wordt artikel 1252, § 2, opgeheven.

Art. 5. In hetzelfde Wetboek wordt artikel 1394/6 vervangen als volgt :

« Art. 1394/6. In afwijking van artikel 1251 wordt de jaarlijkse toelage 2016 van de residentiële diensten voor jongeren aangewend voor personeelslasten naar rato van minimum tachtig percent en van minimum vier percent voor persoonsgebonden kosten.

De perken waarbinnen de lasten in aanmerking mogen worden genomen, worden nader bepaald in de bijlagen 99 en 102. ».

Art. 6. Hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een artikel 1394/7, luidend als volgt :

« Art. 1394/7. In afwijking van artikel 1253 wordt de jaarlijkse forfaitaire toelage 2016 voor de residentiële diensten voor jongeren vastgelegd op het bedrag van de toelagen ontvangen in 2014. Onder toelagen ontvangen in 2014 wordt verstaan de jaarlijkse forfaitaire toelage verhoogd met de toelagen bedoeld in de artikelen 1262 en 1263 en met de toeslag voor gedeeltelijke anciënniteit die in mindering van de reële kost van de anciënniteit wordt gebracht.

De jaarlijkse forfaitaire toelage wordt vermenigvuldigd met één komma nul nul achtentwintig ter compensatie van het verlies geleden door de diensten bedoeld in het eerste lid als gevolg van de afschaffing van de toelage bedoeld in artikel 1264.

Voor dezelfde diensten, beheerd door een private inrichtende macht, wordt die jaarlijkse forfaitaire toelage met één koma nul honderd en twaalf vermenigvuldigd ter financiering van de maatregel bedoeld in artikel 1270, a). ».

Art. 7. Hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een artikel 1394/8, luidend als volgt :

« Art. 1394/8. In afwijking van artikel 1257 resulteert de toeslag wegens geldelijke anciënniteit voor het jaar 2016 van de residentiële diensten voor jongeren uit de vermenigvuldiging van de jaarlijkse forfaitaire toelage bedoeld in artikel 1394/7 met het evolutiepercentage voor de anciënniteit bedoeld in bijlage 114/5. ».

Art. 8. Hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een artikel 1394/9, luidend als volgt :

« Art. 1394/9. In afwijking van artikel 1261, tweede lid, wordt de toelage betreffende de nominatieve tenlasteneming van gehandicapte personen die als prioritair aangegeven worden op basis van de artikelen 1296 en 1297 in 2016, op 45.000 euro per tenlasteneming vastgelegd voor de residentiële diensten voor jongeren. ».

Art. 9. Hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een artikel 1394/10, luidend als volgt :

« Art. 1394/10. In 2016 zijn de artikelen 1262, 1263 en 1264 niet van toepassing op de residentiële diensten voor jongeren. ».

Art. 10. Hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een artikel 1394/11, luidend als volgt :

« Art. 1394/11. In afwijking van artikel 1270, tweede lid, worden de modaliteiten tot berekening van de toelage bedoeld in artikel 1270, eerste lid, a), in 2016 voor de residentiële diensten voor jongeren vervangen door de berekeningsmodaliteiten bedoeld in artikel 1394/7, derde lid. ».

Art. 11. Hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een artikel 1394/12, luidend als volgt :

« Art. 1394/12. § 1^{er}. In 2016 is artikel 1271 niet van toepassing op de residentiële diensten.

§ 2. Voor het jaar 2016 wordt het bedrag « 315.873,02 euro » bedoeld in artikel 1271, § 5, vervangen door het bedrag « 166.708,79 euro ». »

Art. 12. Hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een artikel 1394/13, luidend als volgt :

« Art. 1394/13. In afwijking van artikel 1277, § 1, mogen de residentiële diensten voor jongeren in 2016 van de gehandicapte persoon of van diens wettelijke vertegenwoordiger een bijdrage van hoogstens 18 euro per dag aanwezigheid eisen.

De dienst mag afwijken van de maatregel bedoeld in het eerste lid voor zover het voor betrokken maand opgeëiste bedrag niet hoger is dan twee derde van de gezinsuitkeringen van de jongere. ».

Art. 13. Hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een artikel 1394/14, luidend als volgt :

« Art. 1394/14. In afwijking van artikel 1286 is de bijdrage die in 2016 door de residentiële dienst voor jongeren wordt geëist niet het voorwerp van een terugvordering door het 'AWIPH'. ».

Art. 14. Hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een artikel 1394/15, luidend als volgt :

« Art. 1394/15. In afwijking van punt 1), 1^o, van bijlage 99, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014, wordt de lastenverminderingcoëfficiënt die op de residentiële diensten voor jongeren wordt toegepast voor het jaar 2016 vastgelegd op de lastenverminderingcoëfficiënt die voor het jaar 2015 is berekend voor die diensten. ».

Art. 15. In hetzelfde Wetboek wordt bijlage 100, zoals gewijzigd, vervangen door bijlage 1 bij dit besluit.

Art. 16. In hetzelfde Wetboek wordt bijlage 114/5, zoals gewijzigd, vervangen door bijlage 2 bij dit besluit.

Art. 17. Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 2016.

Art. 18. De Minister die bevoegd is voor het gehandicaptenbeleid, is belast met de uitvoering van dit besluit. Namen, 14 juli 2016.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,

M. PREVOT

Bijlage 1

Bijlage 100 bij het Waals reglementair wetboek van sociale Actie en gezondheid

Bijlage 100 bedoeld in artikel 1252 van het Waals reglementair wetboek van sociale actie en gezondheid

Artikel 1. Lijst van de subsidies per tenlasteneming

a) Door een private inrichtende macht beheerde diensten met een GB < of = 60

Residentiële dienst voor volwassenen

	+ 75	50 tot 75	25 tot 50	- 25
A	43.616,81 €	42.730,44 €	42.282,87 €	37.833,49 €
B	45.851,19 €	44.916,56 €	44.451,43 €	39.787,04 €
C	55.778,15 €	54.553,91 €	53.943,98 €	47.831,57 €
Artikel 1261	55.778,15 €	55.778,15 €	55.778,15 €	55.778,15 €

Residentiële nachtdienst voor volwassenen

A	19.860,09 €
B	20.514,10 €
C en artikel 1261	21.254,60 €
D	29.010,90 €

Dienst gesuperviseerde woningen

Begeleiding	14.359,53 €
-------------	-------------

b) Door een private inrichtende macht beheerde diensten met een GB > zestig

Residentiële dienst voor volwassenen

	+ 75	50 tot 75	25 tot 50	- 25
A	41.929,59 €	41.043,22 €	40.595,65 €	36.146,27 €
B	44.163,97 €	43.229,34 €	42.764,21 €	38.099,82 €
C	54.090,93 €	52.866,69 €	52.256,76 €	46.144,35 €

Residentiële nachtdienst voor volwassenen

A	18.172,87 €
B	18.826,88 €
C	19.567,38 €
D	27.323,68 €

Dienst gesuperviseerde woningen

Begeleiding	14.359,53 €
-------------	-------------

c) Door een openbare inrichtende macht beheerde diensten met een GB < = 60

Residentiële dienst voor volwassenen

	+ 75	50 tot 75	25 tot 50	- 25
A	41.050,31 €	40.231,01 €	39.817,30 €	35.704,58 €
B	43.117,09 €	42.253,17 €	41.823,24 €	37.511,78 €
C	52.375,96 €	51.244,35 €	50.680,58 €	45.030,65 €

Residentiële nachtdienst voor volwassenen

A	19.056,34 €
B	19.660,66 €
C	20.344,89 €
D	27.511,85 €

Dienst gesuperviseerde woningen

Begeleiding	13.476,96 €
-------------	-------------

d) Door een openbare inrichtende macht beheerde diensten met een GB > zestig

Residentiële dienst voor volwassenen

	+ 75	50 tot 75	25 tot 50	- 25
A	39.402,37 €	38.583,07 €	38.169,36 €	34.056,64 €
B	41.469,15 €	40.605,23 €	40.175,30 €	35.863,84 €
C	50.728,02 €	49.596,41 €	49.032,64 €	43.382,72 €

Residentiële nachtdienst voor volwassenen

A	17.408,40 €
B	18.012,72 €
C	18.696,95 €
D	25.863,91 €

Dienst gesuperviseerde woningen

Begeleiding	13.476,96 €
-------------	-------------

Art. 2. De in § 1 van deze bijlage bedoelde toelagen per tenlasteneming werden berekend door optelling van de volgende bedragen :

a) Voor de andere diensten dan de diensten voor gesuperviseerde woningen

Bedrag nr. 1 (een gemiddelde van de werkingslasten) :

3.178,79 euro in een residentiële dienst <= zestig tenlastenemingen

3.162,10 euro in een residentiële dienst > zestig tenlastenemingen

Bedrag nr. 2 (een gemiddelde van de lasten van het niet-educatieve personeel):**Voor de diensten beheerd door een privé inrichtende macht**

8.449,35 euro in een residentiële dienst <= zestig tenlastenemingen

6.778,82 euro in een residentiële dienst > zestig tenlastenemingen

Deze bedragen worden verkregen door de in bijlage 109 opgenomen subsidiëringscoëfficiënten te vermenigvuldigen met de volgende gemiddelde schalen, rekening houdend met een gemiddelde geldelijke anciënniteit van tien jaar :

27.342,86 € voor het administratieve personeel

33.960,97 € voor de boekhouders

25.646,14 € voor de arbeiders

35.780,69 € voor de maatschappelijke assistenten

41.989,61 € voor de directeurs in de diensten waarvan de GB <= 60 is

51.090,61 € voor de directeurs in de diensten waarvan de GB > zestig is.

De som van de resultaten wordt vermeerderd met een forfaitair percentage van bijkomende en wettelijke werkgeverslasten, namelijk :

55,66 % in residentiële diensten

Voor de diensten beheerd door een openbare inrichtende macht

8.271,08 euro in een residentiële dienst <= zestig tenlastenemingen

6.639,83 euro in een residentiële dienst > zestig tenlastenemingen

Deze bedragen worden verkregen door de in bijlage 109 opgenomen subsidiëringscoëfficiënten te vermenigvuldigen met de volgende gemiddelde schalen, rekening houdend met een gemiddelde geldelijke anciënniteit van tien jaar :

26.877,84 € voor het administratieve personeel

33.090,46 € voor de boekhouders

25.086,80 € voor de arbeiders

35.393,74 € voor de maatschappelijke assistenten

40.680,61 € voor de directeurs in de diensten waarvan de GB <= zestig is

49.830,61 € voor de directeurs in de diensten waarvan de GB > zestig is.

De som van de resultaten wordt vermeerderd met een forfaitair percentage van bijkomende en wettelijke werkgeverslasten, namelijk :

55,66 % in residentiële diensten

Bedrag nr. 3 (een gemiddelde van de lasten van het educatieve personeel):**Voor de diensten beheerd door een privé inrichtende macht**

Naargelang van het soort tenlasteneming worden de onder punt a) van bijlage 110 bedoelde subsidiëringscoëfficiënten vermenigvuldigd met de volgende schalen, rekening houdend met een gemiddelde geldelijke anciënniteit van tien jaar :

37.487,14 € voor de psychologen, paramedici en bijzonder personeel

35.432,82 € voor de opvoeders CI1, 2A en hoofdopvoeders

26.688,28 € voor de opvoeders KI 2B, CI 3, kinderverzorgsters en daarmee gelijkgestelden

40.027,29 € voor de opvoeders-groepsleiders

De bedragen worden aangepast aan de effectieve gemiddelde geldelijke anciënniteit in geval van toekenning van een toeslag voor anciënniteit, zoals bedoeld in artikel 1257 van dit besluit.

De som van de resultaten wordt vermeerderd met een forfaitair percentage van bijkomende en wettelijke werkgeverslasten, namelijk :

59,36 % in residentiële diensten

Voor de diensten beheerd door een openbare inrichtende macht

Naargelang van het soort tenlasteneming worden de onder punt a) van bijlage 110 bedoelde subsidiëringscoëfficiënten vermenigvuldigd met de volgende schalen, rekening houdend met een gemiddelde geldelijke anciënniteit van tien jaar :

37.099,60 € voor de psychologen, paramedici en bijzonder personeel

34.482,23 € voor de opvoeders CI1, 2A en hoofdopvoeders

26.251,07 € voor de opvoeders KI 2B, CI 3, kinderverzorgsters en daarmee gelijkgestelden

39.073,13 € voor de opvoeders-groepsleiders

De bedragen worden aangepast aan de effectieve gemiddelde geldelijke anciënniteit in geval van toekenning van een toeslag voor anciënniteit, zoals bedoeld in artikel 1257 van dit besluit.

De som van de resultaten wordt vermeerderd met een forfaitair percentage van bijkomende en wettelijke werkgeverslasten, namelijk :

51,09 % in residentiële diensten

Voor de gezamenlijke diensten

Vervolgens wordt het volgende coëfficiënt toegepast binnen de perken van de begrotingsmiddelen :

100 % in residentiële nachtdiensten voor volwassenen

82 % in residentiële diensten voor volwassenen

Anderzijds wordt de impliciete verdeling van de begeleiding onder de opvoeders van " categorie I " en " categorie II " waarin voorzien wordt door de coëfficiënten onder punt a) van bijlage 110 jaarlijks bijgestuurd door het Agentschap

Deze verdeling geeft een overzicht van het gedurende het referentiejaar vastgelegde gemiddelde per instellings-categorie :

78,80 percent	EDUC. I	/	21,20 percent	EDUC. II	in residentiële diensten voor volwassenen
82,67 percent	OPVOED I	/	17,33 percent	EDUC. II	in residentiële nachtdiensten voor volwassenen

b) Voor de diensten voor gesuperviseerde woningen

Bedrag nr. 1 (een gemiddelde van de werkingslasten) :

414,90 euro

Bedrag nr. 2 (een gemiddelde van de lasten van het niet-educatieve en educatieve personeel) :

De in punt b) van bijlage 110 bedoelde subsidiëringscoëfficiënten worden vermenigvuldigd met de volgende schalen, rekening houdend met een gemiddelde geldelijke anciënniteit van tien jaar :

35.780,69 euro voor privé-instellingen

35.393,74 euro voor openbare instellingen

De bedragen worden aangepast aan de reële gemiddelde geldelijke anciënniteit in geval van toekenning van een toeslag voor anciënniteit, zoals bedoeld in artikel 1257 van dit besluit.

De som van de resultaten wordt vermeerderd met een forfaitair percentage van bijkomende en wettelijke werkgeverslasten, namelijk :

55,89 % voor privé-instellingen

47,62 % voor openbare instellingen

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 14 juli 2016 tot wijziging van sommige bepalingen van de Titels XI en XIV van Boek V, tweede deel van het Waals regelgevend wetboek van sociale actie en gezondheid, betreffende de residentiële en dagopvangdiensten voor gehandicapte personen.

Namen, 14 juli 2016.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,

M. PREVOT

Bijlage 2

Bijlage 114/5 bij het Waals reglementair wetboek van sociale Actie en gezondheid

Bijlage 114/5 bedoeld in de artikelen 1314/79, § 4, en 1314/81 van het Waals reglementair wetboek van sociale actie en gezondheid

EVOLUTIEROOSTER VAN DE ANCIËNNITEIT

a) Dagonthaaldiensten voor volwassenen

Geldelijke anciënniteit	% evolutie
0	0
1	0
2	0
3	0
4	0
5	0
6	0
7	0
8	0
9	0
10	0
11	2,16 %
12	2,41 %
13	4,58 %
14	4,82 %
15	6,99 %
16	9,39 %
17	11,55 %
18	11,80 %
19	13,97 %
20	14,21 %
21	16,38 %
22	16,63 %
23	18,80 %
24	19,04 %
25	20,94 %
26	21,19 %
27	23,04 %
28	23,29 %
29	23,55 %
30	23,55 %
31	23,57 %

b) Gespecialiseerde opvangdiensten voor jongeren :

Geldelijke anciënniteit	% evolutie
0	0
1	0
2	0
3	0
4	0
5	0
6	0
7	0
8	0
9	0
10	0
11	2,19 %
12	2,43 %
13	4,62 %
14	4,87 %
15	7,05 %
16	9,48 %
17	11,66 %
18	11,91 %
19	14,10 %
20	14,35 %
21	16,53 %
22	16,78 %
23	18,97 %
24	19,22 %
25	21,01 %
26	21,26 %
27	23,02 %
28	23,26 %
29	23,53 %
30	23,53 %
31	23,54 %

c) Residentiële diensten voor jongeren

Geldelijke anciënniteit	% evolutie
0	0
1	0
2	0
3	0
4	0
5	0
6	0
7	0
8	0
9	0
10	0
11	2,23 %
12	2,45 %
13	4,68 %
14	4,91 %
15	7,13 %
16	9,39 %
17	11,62 %
18	11,85 %
19	14,07 %
20	14,30 %
21	16,53 %
22	16,76 %
23	18,99 %
24	19,21 %
25	21,25 %
26	21,48 %
27	23,50 %
28	23,73 %
29	23,97 %
30	23,97 %
31	23,98 %

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 14 juli 2016 tot wijziging van sommige bepalingen van de Titels XI en XIV van Boek V, tweede deel van het Waals regelgevend wetboek van sociale actie en gezondheid, betreffende de residentiële en dagopvangdiensten voor gehandicapte personen.

Namen, 14 juli 2016.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,

M. PREVOT